

**Recherche agricole pour le développement : renforcer le rôle des agriculteurs**

Du 28 mars au 1<sup>er</sup> avril, s'est tenue à Montpellier, en France, la première Conférence mondiale sur la recherche agricole pour le développement (GCARD). Organisée par le Forum mondial de la recherche agricole et le Groupe consultatif pour la recherche agricole internationale, la réunion a réuni plus de 1000 scientifiques, agriculteurs, ONG, partenaires du développement et décideurs d'une centaine de pays pour « *développer une nouvelle architecture de recherche agricole pour le développement destinée à réduire la faim et la pauvreté* », dont les chiffres restent dramatiquement élevés : un quart de la population mondiale vit en situation d'extrême pauvreté selon la Banque mondiale, 1,02 milliard de personnes sont sous-alimentées dans le monde d'après l'Organisation des Nations unies pour l'agriculture et l'alimentation (FAO). La conférence, nouveau forum international de référence qui se tiendra tous les deux ans, a dégagé dans une feuille de route les grandes lignes d'une stratégie d'action et identifié des résultats que devront atteindre de nouveaux « *méga-programmes* » internationaux de recherche agricole, les premiers devant être mis en œuvre dès la fin de l'année 2010. Surtout, les participants ont affirmé la nécessité de mobiliser simultanément l'ensemble des acteurs du secteur agricole dans les initiatives de recherche, et en particulier les agriculteurs qui, trop souvent, ne sont pas suffisamment associés à l'élaboration et à la mise en œuvre des travaux de recherche et d'innovation. La prise en compte des contraintes des agriculteurs dans l'adoption de technologies nouvelles figure ainsi parmi les caractéristiques d'une recherche agricole pour le développement plus efficace, tout comme le développement de relations étroites entre l'ensemble des acteurs concernés depuis le scientifique jusqu'au paysan, ou les mécanismes permettant aux plus vulnérables de s'approprier les innovations technologiques. Les femmes, qui comptent pour 80% de la production agricole en Afrique mais qui bénéficient très peu des formations, des investissements et des crédits, constitueront une cible privilégiée. « *Dans l'orientation que l'on peut donner aux recherches, les agriculteurs sont les mieux à même d'exprimer les véritables contraintes qu'ils rencontrent, où sont leurs difficultés à appliquer des innovations qui paraissent être tout à fait judicieuses aux chercheurs mais qui parfois se heurtent à la réalité de ce que sont les exploitations agricoles* » a déclaré Pierre Fabre, le secrétaire exécutif de la Commission de la recherche agricole internationale, un organe de concertation entre les organismes de recherche français et le gouvernement.

Dans un rapport intitulé « *transformer la recherche agricole pour le développement* » et dévoilé au cours de la conférence, la Banque mondiale indique que pour nourrir les 9 milliards de personnes que comptera la planète en 2050, il faudra que les investissements dans la recherche agronomique des pays en développement augmentent jusqu'à 1,5% du Produit intérieur brut agricole, soit un montant annuel de 210 milliards de dollars, le double du niveau actuel.

**OMC : pas de sursaut pour les négociations commerciales multilatérales**

Le 26 mars, lors d'une allocution au comité des négociations commerciales de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) sur une semaine de travaux des pays membres faisant le point des négociations commerciales multilatérales, Pascal Lamy, le directeur général de l'institution, a dressé un bilan en demi-teinte de la situation du cycle de Doha. « *Même si nous avons fait quelques progrès depuis 2008, il est indéniable que nous n'avons pas avancé autant que nous le voulions* » a-t-il déclaré, tout en soulignant que « *chacun attache toujours une très grande importance au mandat du Cycle de négociations et à son aboutissement. C'est l'état d'esprit que j'ai observé cette semaine et c'est le message le plus important que vous envoyez au monde* ». Les présidents des différents groupes de négociations ont élaboré des rapports présentant les divergences sur lesquelles les négociateurs devront s'atteler à identifier des compromis. « *Là où les choses se compliquent, c'est en ce qui concerne l'ampleur de ces divergences [...] dans des domaines comme l'accès aux marchés pour les produits non agricoles ou les subventions à la pêche, pour n'en citer que quelques-uns* » a indiqué Pascal Lamy. Les travaux techniques vont donc se poursuivre sur la base des rapports de bilan rédigés par les présidents des groupes de travail, et selon une approche devant favoriser les discussions multilatérales et la prise en considération de la position de l'ensemble des membres, tout en encourageant les consultations en groupes et bilatérales. Ni Pascal Lamy ni les représentants des délégations participant à la réunion ne se sont prononcés sur une éventuelle conclusion du cycle de Doha avant la fin de l'année 2010.

A l'occasion de la réunion, Pascal Lamy a également présenté les perspectives du commerce international en 2010, annonçant une croissance de 9,5%. En 2009, le commerce international avait chuté de 9%, en volume, soit le déclin le plus important depuis la seconde guerre mondiale.

Sources: AFP, GCARD, ICTSD, Le Journal développement durable, OMC.